COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 9 juillet 2010
(convocation du 28 juin 2010)

Aujourd'hui, Vendredi Neuf Juillet Deux Mil Dix à 09 Heures 30, le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François à partir de 10h15	M. CHARRIER Alain à M. GUICHOUX Jacques de 9h50 à 10h20
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas	Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul
M. GAUTE Jean-Michel à M. RAYNAL Franck	M. DUPOUY Alain à M. DUCASSOU Dominique
M. GELLE Thierry à M. BONNIN Jean-Jacques	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie jusqu'à 10h30
M. LABARDIN Michel à M. QUERON Robert jusqu'à 10h15	M. FEUGAS Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à Mme. BALLOT Chantal	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10h05
Mme LIRE Marie Françoise à Mme. LAURENT Wanda	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. DAVID Yohan
M. PIERRE Maurice à M. SOUBABERE Pierre	M. JOANDET Franck à Mme NOEL Marie-Claude à compter de 10h35
M. SAINTE-MARIE Michel à M. LABISTE Bernard à partir de 10h35	M. LOTHAIER Pierre à Mme. TOUTON Elisabeth
Mme. DE FRANCOIS Béatrice à M. FREYGEFOND Ludovic	M. MANGON Jacques à M. ROBERT Fabien
M. ANZIANI Alain à Mme. EWANS Marie-Christine	M. MERCIER Michel à M. RAYNAUD Jacques
M. BAUDRY Claude à M. SAINTE-MARIE Michel	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles	M. QUANCARD Denis à M. JUNCA Bernard
	Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

LA SEANCE EST OUVERTE

**Plan de mise en accessibilité de la voirie
□ et des aménagements des espaces publics - Adoption**

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Le rapport de présentation :

Conformément à la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 dite « Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » et son décret d'application n°2006-1657 du 21 décembre 2006, la Communauté Urbaine de Bordeaux a élaboré son « Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics ».

Après une première partie consacrée à la démarche et son environnement, ce document, élaboré en collaboration avec l'A'URBA, présente, d'une part le diagnostic et ses conclusions, et d'autre part, les actions du Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics. Il propose enfin un planning de mise en œuvre de ces actions.

Le diagnostic a comporté :

- une étude de sécurité thématique sur les accidents piétons afin de mettre en évidence des accidents de piétons pouvant trouver leur origine dans des défauts d'accessibilité de la voirie ou des enjeux particuliers de sécurité vis-à-vis de certaines populations vulnérables (jeunes enfants, personnes âgées, personnes à mobilité temporairement réduite...);
- une enquête par interviews en tête à tête réalisées par l'A'URBA auprès de personnes handicapées et de leurs associations et dont l'objectif était de connaître leurs difficultés réelles, leurs aspirations, leurs attentes, leurs suggestions en matière d'accessibilité ;
- enfin et dans le but de disposer d'une vision quantitative de l'accessibilité de la voirie, un audit de terrain réalisé sur un échantillon du réseau de voirie totalisant un linéaire d'environ 100 km répartis en 17 secteurs représentant l'ensemble du territoire communautaire.

Les conclusions de ce diagnostic, dont les trois rapports correspondants sont annexés au Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics proprement dit, sont tout à fait convergentes et conduisent à des propositions d'actions en termes de :

- formation et sensibilisation des acteurs, élaboration de documents techniques de référence, gouvernance de projets, recherches et expérimentations techniques ;
- communication citoyenne et consolidation de partenariats avec notamment les associations ;
- exploitation de la voirie (stationnement, gestion des bacs d'ordures ménagères, occupation privée du milieu urbain...)
- aménagement de la voirie existante.

S'agissant particulièrement de ce dernier point, le diagnostic de terrain a montré l'importance du coût des travaux d'une mise en accessibilité générale de la voirie, qui apparaît irréaliste. Les possibilités d'intervention en la matière existent cependant mais elles passent par la hiérarchisation des enjeux et la définition de priorités en tenant compte :

- de la mise en cohérence des programmes d'intervention des différents acteurs : Communes, Communauté Urbaine, Conseil Général, Région, Etat, en matière d'accessibilité des transports, des établissements recevant du public et de la voirie,
- de la prise en compte des niveaux d'utilisation de la voirie en matière de circulation piétonne,
- des priorités d'intervention telles qu'elles se dégagent des différents éléments du diagnostic,
- du rapport entre avantage apporté et coût des travaux, la suppression de certains défauts d'un coût modéré pouvant apporter un bénéfice important aux personnes handicapées,
- et enfin, des capacités financières de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Il est proposé que ces réflexions soient développées, en relation avec les communes, dans le cadre de l'étude de plans territoriaux d'accessibilité de la voirie, déclinaison locale du présent plan de mise en accessibilité de la voirie communautaire.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

Vu la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 et son décret d'application n°2006-1657 du 21 décembre 2006,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Commission Infrastructures Routières et Ferroviaires,

ENTENDU le rapport de présentation,

Considérant :

L'obligation réglementaire et l'intérêt de rendre accessible le réseau de voirie communautaire,

DECIDE

Article 1 :

Le Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics est adopté.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 9 juillet 2010,

Pour expédition conforme,
pour le Président
par délégation de signature,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
30 JUILLET 2010**

PUBLIÉ LE : 30 JUILLET 2010